



MARC ROCHE
JOURNALISTE

Comme l'atteste la bataille homérique pour le rachat de Manchester United, rien n'arrête l'intérêt des milliardaires étrangers pour la Premier League.

Le dieu foot bénit le royaume

“

Passion, pouvoir, argent... Tous les ingrédients sont réunis pour faire de la mise aux enchères de Manchester United une confrontation au sommet entre le monde, sans pitié, de la haute finance et celui, sans vergogne, du foot anglais. Sous les clameurs, les couleurs et les oriflammes, le club mythique du Lancashire, mis en vente par la famille américaine Glazer, brûle. Et tout ce qui affecte ce monument centenaire touche la Terre. Ronde comme un ballon.

L'affrontement titanesque opposant les deux principaux candidats au rachat de Man U – le cheikh Jassim al-Thani, membre de la famille régnante du Qatar et sir Jim Ratcliffe, PDG du groupe pétrochimique britannique Ineos – ne cesse de défrayer la chronique. La frénésie des deux nababs pour mettre la main sur La Mecque du foot est compréhensible. Cette saison, les Red Devils n'ont jamais quitté le haut du classement du championnat et sont bien placés pour participer à la Ligue des Champions. L'attaquant vedette, Marcus Rashford, est en super forme. Le chiffre d'affaires, qui s'est élevé à 688 millions d'euros (bien au-delà de la moyenne des clubs d'élite du Vieux Continent) est en progression. L'institution d'Old Trafford peut se targuer d'avoir dépassé le million de fans, dont une bonne moitié en Asie.

Mais sous l'ode au succès, la formation mancunienne craque par toutes ses coutures. Le déficit s'est creusé sous l'effet de l'inflation salariale. Le service de la dette, libellée en dollars, a été plombé par la chute de la livre sterling. Le stade légendaire de 73.000 places et le centre d'entraînement tombent en ruine faute d'investissements de la part des propriétaires d'outre-Atlantique. Le coût de la modernisation des installations vétustes dépasserait 1,5 milliard d'euros.

Les conditions troubles de l'acquisition par des milliardaires étrangers de Newcastle, Chelsea ou Manchester City soulignent l'indifférence des autorités face au blanchiment d'argent sale

La bataille homérique du rachat de Manchester United l'atteste. Rien n'arrête l'intérêt des milliardaires étrangers pour la Premier League, l'équivalent de la Jupiler Pro League belge. Le spectaculaire Monopoly industriel dans lequel sont impliqués aujourd'hui les six clubs les plus importants du berceau du foot démontre que le sport

roi n'a plus de prix.

Ainsi, le propriétaire américain de Liverpool cherche un actionnaire minoritaire, de préférence un grand groupe de médias. Dernier club d'importance détenu par des intérêts anglais, en l'occurrence le spéculateur Joe Lewis, Tottenham a reçu une offre non sollicitée de l'homme d'affaires d'outre-Atlantique, Jahm Najafi. Sanctionné par Londres en raison de l'invasion russe de l'Ukraine, l'oligarque Roman Abramovitch, pilier du « London-grad », a vendu Chelsea en un tournemain au consortium mené par le magnat du Connecticut, Todd Boehly. Rafilé par le fonds souverain saoudien en 2021, Newcastle FC, qui galérait ferme au bas du classement, est sur un nuage dans le peloton de tête. Acquis en 2008 par le cheik Mansour, qui appartient à la lignée royale des Emirats Arabes Unis, Manchester City, champion en titre, a mis le marché des transferts des divas à crampons en ébullition.

Pour décrire la fièvre qui s'est emparée de la Premier League, le *Financial Times* a invoqué la belle formule prêtée au comte Mirabeau, « La Prusse n'est pas un Etat qui possède une armée, c'est une armée ayant conquis la nation ». Faisons nôtre cette transposition du grand quotidien britannique des affaires, « L'Angleterre est un championnat de foot doublé d'une nation ». Bigre...

Un chiffre d'affaires de 8,5 milliards d'euros

La première division anglaise est en effet dotée de tous les superlatifs : les clubs les plus riches au monde, un marché des transferts qui explose à chaque mercato, les vedettes aux salaires mirifiques et des marques mondiales aux enjeux de marketing et de merchandising gigantesques. Les annonceurs et

sponsors sont prêts à tout pour apposer leur logo dans les stades et sur les maillots. Le gâteau des droits de retransmission télé d'une compétition suivie dans plus de 200 pays connaît une croissance exponentielle.

A lire la dernière étude du cabinet d'audit Deloitte, le chiffre d'affaires de la Premier League s'est élevé à 8,5 milliards d'euros lors de la saison 2022-2023. Soit le double des revenus de la Liga espagnole ou de la Bundesliga allemande.

Peu importe d'où vient l'argent

La City fait bien sûr ses vaches grasses de la tornade qui s'est abattue sur le championnat. Les banques jouent un rôle moteur dans le recyclage des pétrodollars – proche-orientaux et arabes hier, asiatiques de nos jours – sans trop s'intéresser à l'origine des fonds. Les conditions troubles de l'acquisition par des milliardaires étrangers de Newcastle, Chelsea ou Manchester City soulignent l'indifférence des autorités face au blanchiment d'argent sale. Sang et or... les couleurs de United.

Et salut l'Artiste ! Le spectacle continue et sa trajectoire peut se poursuivre à l'infini. Annoncée fin février, la création d'un régulateur indépendant chargé notamment d'améliorer la transparence des investisseurs de la Premier League apparaît inapte à enrayer la frénésie des dépenses sur tempo de crise de nerfs.

Manchester United constitue un cas emblématique. Déterminés à soutenir un prix record, les Glazer jouent successivement les uns contre les autres. Les propriétaires s'inspirent volontiers de la fameuse remarque d'Eric Cantona, l'idole française du club, entre 1992 et 1997 : « Quand les mouettes suivent le chalutier, c'est qu'elles pensent que les sardines seront jetées à la mer. »



CE JEUDI, LA CHRONIQUE #VISAPOURLAFLANDRE DE BÉATRICE DELVAUX, ÉDITORIALISTE EN CHEF



Delhaize est un exemple classique de précarisation des emplois stables dans le segment des bas revenus. Pour une partie de la population, un emploi stable à temps plein permettant de vivre devient peu à peu inaccessible. Les conséquences sociales de cette situation sont gravement sous-estimées.

Christophe Vanroelen Professeur de sociologie à la VUB



Le premier devoir du chef de l'Etat c'est préserver l'unité de la nation. Tous les présidents de la V^e République qui se sont trouvés à des situations où elle leur semblait menacée ont assumé de la faire passer avant tout le reste quitte parfois à désavouer leur gouvernement

Henri Guaino Ancien conseiller spécial de Nicolas Sarkozy

”

ABONNÉS



Pour une identité et une fédération européenne

Le Parlement européen qui sera formé après les élections de 2024 devra se mettre en ordre de marche pour établir une Constitution fondée sur les principes de la souveraineté partagée, de la primauté du droit européen et d'une démocratie supranationale européenne, plaident les représentants de l'Union des Fédéralistes européens.